	DÉPARTEMENT	
	NORD	
	CANTON	
	TOURCOING NORD EST	
COMMUNE		
	NEUVILLE EN FERRAIN	٦

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2024/247

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE STATIONNEMENT RUE DE TOURCOING

Le Maire de Neuville en Ferrain

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L-2213-1 et suivants, Vu le Code de la Route,

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes Vu l'instruction interministérielle relative à la sécurité routière – huitième partie approuvée par arrêté ministériel du 6 novembre 1992 modifié

Vu la demande de Monsieur VANDERMEERSCH en date du 7 Juillet 2024, tendant à obtenir l'interdiction de stationner rue de Tourcoing pour un déménagement.

Considérant que ces mesures sont de nature à renforcer la sécurité publique,

## ARRÊTÉ

Article 1 – Le stationnement de tout véhicule sera interdit rue de Tourcoing face du n°221 sur une distance de 10 mètres (équivalent à deux places de stationnement), exception faite du camion nécessaire au déménagement, le samedi 3 août 2024 de 8h00 à 20h00. En vertu de l'article R-417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction pourront être mis en fourrière par les soins des services de la Police Nationale ou la police Municipale, au frais de son propriètaire.

**Article 2 -** En cas de dégradations du domaine public, le requérant se rapprochera des services de la Métropole Européenne de Lille, rue du Dronckaert à Roncq, pour la remise en état à l'identique.

Article 3 - La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire.

**Article 4 –** M. le Commissaire divisionnaire de police de Tourcoing et les agents de la police Municipale sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Neuville en Ferrain, en l'Hôtel de Ville,

.e n 2 AOUT 202

Par délégation du Maire Philippe VYNCKIER-LOBROS 3ème Adjoint au maire

Mis en ligne 11 2 ADUT 2024

Le Maire

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ; informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.